



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

RC/ad hoc/7

ORIGINAL: anglais

DATE: 5 septembre 1978

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

**COMITE AD HOC SUR  
LA REVISION DE LA CONVENTION****Genève, 11 au 15 septembre 1978**COMPILATION DES OBSERVATIONS SUR LE  
PROJET DE CONVENTION REVISEEétablie par le Bureau de l'Union

1. Les documents DC/6 à DC/8 et les documents RC/ad hoc/2 et 4 à 6 contiennent les observations présentées par des Etats, des organisations internationales et le Bureau de l'Union sur le projet de Convention révisée (documents DC/3, 4 et 5).
2. Afin de faciliter la préparation de la Conférence diplomatique et les discussions au sein du Comité ad hoc sur la révision de la Convention, le Bureau de l'Union a préparé une compilation des observations présentées jusqu'à ce jour. Cette compilation figure à l'annexe du présent document. Etant un résumé, elle ne reflète pas toujours littéralement les observations et, en particulier, les argumentations. Pour des renseignements précis, les observations telles que reproduites dans les documents susmentionnés doivent être consultées. A cet effet, la source est indiquée entre parenthèses après le nom de l'entité qui a présenté l'observation.
3. Afin de faciliter davantage les discussions, le Bureau de l'Union a classé, autant que possible, les observations se rapportant à un même article dans l'ordre selon lequel elles s'éloignent, quant au fond, du texte actuellement en vigueur, celle qui s'en éloigne le plus étant placée en premier lieu et celle qui s'en éloigne le moins étant placée en dernier lieu. Lorsqu'un article fait l'objet d'un assez grand nombre d'observations qui se rapportent à différents aspects de cet article, les observations sont regroupées en fonction de leur objet, celui-ci étant brièvement indiqué dans le titre du paragraphe.

[L'annexe suit]

## ANNEXE

COMPILATION DES OBSERVATIONS SUR LE  
PROJET DE CONVENTION REVISEE

## 1. Observations générales

Barbade (document DC/6, annexe II)

Il n'est pas prévu que la Barbade recueillerait des avantages immédiats de la Convention.

Pakistan (document DC/6, annexe IV)

Les documents sont plutôt adaptés aux besoins de l'Europe de l'Ouest et sont à peine applicables à la situation régnant au Pakistan car celui-ci ne dispose pas de système de droits d'obtenteur ou de redevances sur les nouvelles variétés de plantes cultivées. Ces documents traitent principalement de la protection des obtentions végétales et des droits des obtenteurs, etc. Du fait que dans la plupart des pays d'Asie, et en particulier au Pakistan, les travaux touchant à la sélection de variétés de plantes cultivées sont essentiellement effectués par les services publics, le système et les procédures de paiement de redevances aux obtenteurs ne présentent pas d'intérêt immédiat pour le Pakistan.

Suède (document DC/6, annexe V, page 1)

De façon générale, le Gouvernement de la Suède est satisfait du texte actuel de la Convention. De l'avis du Gouvernement de la Suède, plusieurs propositions de modification ne représentent aucune amélioration de la Convention. Si le texte révisé est adopté, il s'ensuivra éventuellement une réduction de l'uniformité des législations dans les Etats membres. Toutefois, certains amendements sont proposés afin de faciliter l'adhésion à la Convention de certains Etats qui ne sont pas membres de l'UPOV à l'heure actuelle. Le Gouvernement de la Suède estime qu'il est important que davantage d'Etats deviennent parties à la Convention. Pour cette raison, le Gouvernement de la Suède peut accepter le projet de texte révisé, sauf sur un point.

## 2. Proposition générale

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 1)

La manière de citer d'autres dispositions de la Convention devrait être harmonisée. Il est proposé que, tout au long de la Convention, les dispositions soient citées conformément à l'exemple suivant pris dans l'article 2.2) : "[aux conditions de] l'article 6.1)c) et d)" plutôt que "[aux conditions des] alinéas c) et d) du paragraphe 1) de l'article 6". Cette méthode raccourcirait et simplifierait le texte et le rendrait plus facile à lire. Si cette proposition est acceptée, des modifications doivent être faites dans les articles suivants : 2.2), 4.3)c), 4.5), 10.1), 37.1) et 40.1) (dans le document DC/5).

En outre, il conviendrait d'étudier si, afin d'uniformiser le texte, les références à un paragraphe ou un alinéa précédent du même article devraient être suivies par les mots "du présent article". Des références à de tels paragraphes (et alinéas) figurent dans les dispositions suivantes : 3.3), 4.4), 4.5), 5.4), 12.2), 12.3), 13.8), 13.9)b), 13.11), 33.2), 33.3), 36.3)a) et b), 37.3) et 40.2) (dans le document DC/5) et 13.4)b) et 13.7) (dans le document DC/4).

---

10. Article 3 (quatrième question : application sur le plan national)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 1)

Il est estimé que l'Office des brevets et des marques pourra continuer à accorder le traitement national selon les modalités des articles 2 et 3 de la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Le Bureau de la protection des obtentions végétales accordera des droits sur la base de la réciprocité en vertu du paragraphe 3).

---

11. Article 4.3) (première question : extension de la protection à des "espèces importantes")

---

France (document RC/ad hoc/4, annexe)

Il serait utile de préciser, à l'article 4.3)a), que les cinq genres ou espèces seront choisis parmi les cultures principales de l'Etat.

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 2)

La suppression de l'Annexe de la Convention est appuyée. Il est proposé que les mots "de ses cultures principales" soient ajoutés à la fin du paragraphe 3)a).

AIPH (document DC/7, annexe I, page 1)

Il est proposé que l'on ajoute un paragraphe qui ferait obligation aux Etats membres de protéger leurs cultures principales, c'est-à-dire les espèces qui sont importantes dans leur commerce international.

---

12. Article 4.3) (deuxième question : nombre de genres et d'espèces qui doivent être protégés)

---

CIOPORA (document DC/7, annexe V, page 2)

Il est proposé que l'alinéa b)iii) soit modifié comme suit :

[Chaque Etat membre de l'Union doit appliquer la Convention]

"iii) dans un délai de huit ans à tout genre ou espèce auquel l'un quelconque des autres Etats de l'Union applique la Convention et pour lequel ledit autre Etat est déjà en mesure d'effectuer l'examen préalable prévu à l'Article 7."

Il est proposé en outre que l'alinéa c) soit supprimé.

Argumentation : L'article 4.3) et 4) a pour finalité essentielle de tenir compte des difficultés techniques et financières que peuvent rencontrer certains Etats membres pour mettre sur pied les installations d'examen préalable pour chaque espèce considérée. Ces dispositions sont susceptibles d'avoir pour conséquence des blocages économiques et donc des disparités regrettables sur le commerce international et la protection des obtentions végétales, notamment en

raison des insuffisances de l'article 5 actuel. Du reste, le nombre minimum d'espèces risque d'être soit trop faible, soit trop important, suivant le degré d'organisation des pays concernés. La coopération internationale en matière d'examen semble un moyen beaucoup plus efficace et positif pour accroître le nombre des adhésions à l'UPOV.

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 1)

Il est proposé que les mots "ou espèces" soient supprimés dans les alinéas a) et b).

Argumentation : Les paragraphes 3)a) et b) proposés sont rédigés de telle façon qu'ils permettent à un Etat d'adhérer à la Convention en ne protégeant que 24 espèces d'un même genre. On peut se demander si ces dispositions ont pour finalité de permettre à un Etat offrant une telle protection limitée aux obtenteurs d'adhérer à l'Union, ou si leur étroitesse induite est la conséquence d'une erreur de rédaction. La modification proposée n'empêcherait pas le Conseil d'accepter, sur la base du paragraphe 4), des nouveaux Etats membres qui ne sont pas en mesure d'accorder une protection plus étendue.

---

13. Article 4.3) (troisième question : rédaction)

---

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 1)

Voir la version anglaise du présent document.

---

14. Article 5.1) (première question : protection obligatoire du produit final)<sup>1</sup>

---

AIPH (document DC/7, annexe I, pages 1 et 2)

AIPPI (document DC/7, annexe II, page 1)

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 3)

CIOPORA (document DC/7, annexe V, pages 3 à 5)

FIS (document DC/7, annexe IV, page 2).

Ces organisations proposent ou appuient la proposition que les droits obligatoirement protégés soient étendus au produit fini dans le cas des plantes ornementales (multipliées par voie végétative).

Texte proposé par la CIOPORA

"1) Le droit accordé à l'obteneur d'une variété a pour effet de soumettre à son autorisation préalable la production et l'utilisation, à des fins commerciales [à des fins d'écoulement commercial], du matériel de reproduction ou de multiplication végétative [, en tant que tel] de cette variété, ainsi que la mise en vente et la commercialisation de ce matériel. Le matériel de multiplication végétative comprend les plantes entières. [Troisième phrase omise.]

---

<sup>1</sup> Voir également le paragraphe 15 ci-dessous. (Note du Bureau de l'Union).

"2) [Nouveau] Pour les plantes ornementales à reproduction végétative, le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication."

#### Restrictions à la protection du produit final

L'AIPH demande que les obtenteurs ne soient pas habilités ou autorisés à percevoir des redevances sur plus d'une étape de la procédure de production et de commercialisation et que les obtenteurs devraient les percevoir sur la base du matériel de reproduction ou de multiplication ou bien sur la base du produit final. Dans les Etats membres, ils devraient les percevoir sur la base du matériel de reproduction ou de multiplication.

La CIOFORA suggère que la phrase suivante pourrait être ajoutée au nouveau paragraphe 2) (afin de répondre à la demande ci-dessus) :

"Toutefois, la rémunération de ce droit ne peut, dans les Etats de l'Union, s'étendre aux actes de commercialisation concernant lesdites plantes ou parties de plantes après que celles-ci ont été mises dans le commerce dans l'un de ces pays par l'obtenteur ou avec son consentement exprès."

L'AIPH demande en outre que l'extension de la protection ne dépende pas de l'identification du produit par des étiquettes ou par tout autre moyen et que la Convention prévoit expressément que l'étiquetage n'est pas nécessaire et ne peut pas être imposé par l'obtenteur au preneur de licence.

#### Argumentation :

AIPPI : Surtout dans le domaine des plantes ornementales, l'objet d'une nouvelle obtention est concrétisé dans une nouvelle forme, une couleur ou le parfum de la plante ou de la fleur. La protection jusqu'au produit commercialisé devrait être rendue obligatoire afin que l'obtenteur ne soit pas frustré de sa récompense par des importations du produit de pays où la protection n'existe pas.

La situation est comparable à celle de la protection des procédés dans le domaine des brevets chimiques. Dans ce domaine, on a reconnu que le produit final doit aussi être protégé. Des dispositions à cet effet existent dans la plupart des lois nationales et ont aussi été incorporées récemment dans des traités supranationaux.

Au cas où la protection minimale ne serait pas étendue au produit final, les Groupes nationaux de l'AIPPI devraient chercher par tous les moyens disponibles à obtenir que la protection soit étendue en vertu des lois nationales, au moins pour les plantes ornementales.

ASSINSEL : Il est inacceptable que l'obtenteur soit gêné dans l'exercice de ses droits par le fait que ses licenciés doivent faire face à la concurrence du produit fini produit à partir de matériel de reproduction ou de multiplication pour lequel aucune redevance n'a été payée.

La même situation pourrait se présenter pour d'autres plantes (pommes de terre, pois, haricots, etc.). Ceci étant encore théorique, aucune proposition n'est faite à l'heure actuelle, mais on peut s'attendre à ce qu'une proposition soit formulée dans les cinq années à venir.

Il est estimé que l'argument du Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention que le changement du caractère facultatif du paragraphe 4) en une obligation dans le cas des plantes ornementales pourrait sérieusement compromettre la ratification de la Convention révisée ou l'adhésion à celle-ci n'est pas valable car les Etats qui ne veulent pas appliquer le paragraphe 4) comme s'il s'agissait d'une obligation font preuve de leur incapacité de mettre une forme de protection adéquate à la disposition des obtenteurs.

CIOFORA : Il est regretté que le Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention n'ait pas cru devoir modifier le texte de l'Article 5 actuel, au motif, semble-t-il, qu'une "extension" de la protection minimale prévue par le paragraphe 1) pourrait compromettre la ratification du texte révisé ou l'adhésion à celui-ci.

La protection "minimum" est en fait illusoire et le problème qui se pose n'est pas seulement d'"étendre" ce droit mais aussi de faire en sorte que ce droit minimum puisse être normalement exercé.

De nombreuses espèces ornementales ont pour seule finalité économique de produire des fleurs coupées et ce que l'obtenteur exploite, cède ou concède en licence, c'est le droit de produire et de vendre des fleurs coupées et non du matériel de multiplication.

Le commerce de la fleur coupée est international et les zones de production ont de plus en plus tendance à se déplacer des pays actuellement membres de l'UPOV vers des pays non membres.

Depuis les tout premiers travaux sur la protection des obtentions végétales, les experts eux-mêmes ont admis la nécessité de protéger "la mise au commerce", en l'état, des fleurs coupées (voir la Recommandation No 6 de l'Acte final de la Conférence diplomatique sur la protection des obtentions végétales tenue à Paris du 7 au 11 mai 1957).

Tel n'est pas le résultat obtenu par la dernière phrase du paragraphe 1) actuel puisque seule la multiplication à partir des organes se trouvant sur les plantes ou fleurs coupées est protégée alors que ce sont les plantes et les fleurs en tant que telles qui doivent être protégées pour que l'obtenteur puisse :

i) d'une part contrôler efficacement les plantations de sa variété dans les pays membres de l'UPOV,

ii) d'autre part garantir le droit de jouissance paisible de ses licenciés producteurs de fleurs coupées dans les pays membres de l'UPOV vis à vis des importations de plantes ou de fleurs coupées importées de pays non membres.

L'objection soulevée par plusieurs experts que la protection des fleurs coupées pourrait permettre à l'obtenteur de percevoir une redevance en cascade à plusieurs niveaux de la commercialisation de sa variété est totalement injustifiée, car, même dans les pays où la protection s'étend jusqu'au produit commercialisé, les obtenteurs ne perçoivent leurs redevances qu'une seule et unique fois. Cette objection peut être écartée par la phrase proposée ci-dessus ("Toutefois, la rémunération de ce droit ne peut..."), qui s'inspire de l'article 32 de la Convention de Luxembourg relative au brevet européen pour le marché commun<sup>1</sup>.

FIS : Les progrès techniques peuvent entraîner la nécessité de la protection du produit fini également à l'égard des secteurs agricole et maraîcher..Aucune proposition n'est faite pour le moment.

---

<sup>1</sup> L'article 32 de la Convention de Luxembourg a la teneur suivante :

"Les droits conférés par le brevet communautaire ne s'étendent pas aux actes concernant le produit couvert par ce brevet accomplis sur le territoire des Etats contractants, après que ce produit a été mis dans le commerce dans l'un de ces Etats par le titulaire du brevet ou avec son consentement exprès, à moins qu'il n'existe des motifs qui justifieraient, selon les règles de droit de la Communauté, que les droits conférés par le brevet communautaire s'étendent à de tels actes."

15. Article 5.1) (deuxième question : recommandation sur la protection des fleurs coupées)

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/6, annexe, page 1)

Il est estimé qu'il serait opportun que la Conférence diplomatique recommande aux Etats membres de prendre des mesures pour protéger les fleurs coupées en vertu de leur législation nationale. A sa session de septembre 1977, le Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention était convenu de l'opportunité d'une recommandation semblable sur la protection des jeunes plants. Les deux recommandations pourraient être combinées.

Argumentation : Pour des raisons pratiques, la protection des fleurs coupées devrait être laissée à la discrétion des Etats membres, comme c'est le cas actuellement en vertu du paragraphe 4).

L'exercice du droit d'obtenteur en vue d'empêcher les ventes non autorisées de fleurs coupées dépend principalement de la faculté de l'obtenteur d'interdire leur importation. Beaucoup de pays (y compris les Etats-Unis d'Amérique) ne disposent pas d'une législation entièrement adaptée à ce problème et les obtenteurs en sont conscients. L'obligation incluse dans la Convention de prévoir cette protection rendrait l'adhésion à l'Union difficile, sinon impossible, pour beaucoup d'Etats. La meilleure protection des obtenteurs est conférée par l'adoption de la Convention par un grand nombre de pays; la protection obligatoire des fleurs coupées pourrait faire obstacle à cette adoption. D'un autre côté, les obtenteurs devraient recevoir tout encouragement raisonnable à diffuser les nouvelles variétés.

16. Article 5.1) (troisième question : fait d'éluder la protection)

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 2)

Il est proposé que la première phrase soit rédigée comme suit :

"Le droit accordé à l'obtenteur d'une variété a pour effet de soumettre à son autorisation préalable la production, à des fins commerciales<sup>1</sup> [à des fins d'écoulement commercial], l'offre à la vente [la mise en vente] et la commercialisation de [du] matériel de reproduction ou de multiplication végétative [, en tant que tel,] de la [cette] variété.<sup>2</sup>"

Argumentation : D'après le texte actuel, du matériel de reproduction ou de multiplication d'une variété protégée qui n'a pas été produit à des fins d'écoulement commercial en tant que tel (c'est-à-dire en tant que matériel de reproduction ou de multiplication) peut être librement offert à la vente et commercialisé.<sup>3</sup> Le texte actuel est insuffisant car il suppose que la destination d'une récolte est toujours connue au moment de la production. Il n'est pas exceptionnel qu'une récolte ou une partie de celle-ci ne soit pas produite à l'origine à des fins d'écoulement commercial de matériel de reproduction et qu'elle soit finalement destinée à cet usage. L'offre à la vente et la commercialisation subséquente de ce matériel sans l'autorisation de l'obtenteur constitue une restriction injuste des droits de ce dernier.

<sup>1</sup> Voir également le paragraphe 14 ci-dessus, dans lequel la même modification est proposée. (Note du Bureau de l'Union)

<sup>2</sup> Une modification de l'ordre des mots n'est pas mise en évidence ci-dessus. (Note du Bureau de l'Union)

<sup>3</sup> Il y a une différence entre les versions française et anglaise de cette phrase. La version française ne contient pas les mots "en tant que tel". (Note du Bureau de l'Union)



Le nouveau texte proposé ci-dessus sauvegarde le droit de l'agriculteur d'utiliser, sur son exploitation, du matériel qu'il a produit, ce qui est conforme à l'esprit des législations nationales.

Il est estimé que le nouveau texte proposé ci-dessus a l'avantage de préciser que l'autorisation préalable de l'obtenteur est nécessaire dans tous les cas où la pratique de garder des semences, bien que ces semences ne soient pas commercialisées en tant que telles, a pris des proportions si importantes qu'elle peut être considérée comme une activité à l'échelle commerciale.

FIS (document DC/7, annexe IV, pages 2 et 5)

Il est indiqué que les observations sur le document IRC/V/2 restent valables. Dans ces observations, il était indiqué qu'en ce qui concerne la "multiplication commerciale" (par exemple, les cas où une conserverie produit des semences distribuées ensuite aux producteurs du produit final), les tentatives de préciser que la protection couvre un tel acte ont manqué de succès lorsque la Convention avait été rédigée. Une telle multiplication n'est pas faite "à des fins d'écoulement commercial de semences", mais plutôt "à des fins commerciales".

#### 17. Article 5.1) (quatrième question : "privilège de l'agriculteur")

FIS (document DC/7, annexe IV, page 2)

Une recommandation devrait être présentée à la Conférence diplomatique; cette recommandation devrait inviter les Etats membres à réglementer les ventes entre exploitations agricoles de telle façon qu'elles soient soumises à des restrictions très étroites qui comprennent en particulier une interdiction d'offrir le matériel à la vente ou d'agir comme si l'agriculteur était un marchand grainier.

ASSINSEL

Voir le paragraphe 16 ci-dessus.

#### 18. Article 5.1) (cinquième question : protection des jeunes plants)

France (document RC/ad hoc/4, annexe)

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, pages 2 et 3)

En supprimant le mot "végétative" dans la phrase "Le matériel de multiplication végétative comprend les plantes entières", on assurerait automatiquement la protection des jeunes plants.

Si, toutefois, il était absolument certain que cette modification compromettrait la ratification du texte révisé de la Convention ou l'adhésion à celui-ci, l'ASSINSEL pourrait accepter une recommandation sur cette question.

De l'avis de l'ASSINSEL, des recommandations qui se substitueraient à une rédaction améliorée de la Convention devraient être strictement limitées.

FIS (document DC/7, annexe IV, pages 2, 4 et 5)

Il est indiqué que les observations sur le document IRC/V/2 restent valables. Dans ces observations, il était indiqué que la question de la protection des jeunes plants ne devrait pas être laissée à l'appréciation des Etats membres, car elle se rapporte à des principes fondamentaux de la protection des obtentions végétales.

- 
19. Article 5.1) (sixième question : utilisation du produit final comme matériel de reproduction ou de multiplication)
- 

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 3)

FIS (document DC/7, annexe IV, page 2)

L'ASSINSEL propose que la troisième phrase soit rédigée comme suit :

"Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes [ornementales] ou partie de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées commercialement comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes [d'ornement ou de fleurs coupées]."

La FIS propose que les mots "d'ornement" soient supprimés, le texte proposé étant alors identique au texte ci-dessus, mis à part que sa fin serait rédigée comme suit : "En vue de la production de plantes ou de fleurs coupées."

Argumentation : Depuis que la Convention a été rédigée, de nouvelles techniques ont été mises au point et permettent de produire des plantes reproduites par voie sexuée ou multipliées par voie végétative, autres que les plantes ornementales, en utilisant "des plantes ou parties de plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication".

---

20. Article 5.1) (septième question : rédaction)
- 

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, pages 1 et 2)

Il est proposé que la première phrase soit modifiée comme suit :

"[Le] La protection du droit [accordé à l'obtenteur d'une variété] a pour effet de soumettre à [son] l'autorisation préalable de l'obtenteur la production, à des fins d'écoulement commercial, du matériel de reproduction ou de multiplication végétative, en tant que tel, de [cette] sa variété..."

Argumentation : Conséquence de la modification proposée du paragraphe 1) de l'article premier. En outre, la terminologie de la Convention devrait être harmonisée en utilisant l'expression "protection [d'un, du, de son] droit"<sup>1</sup>.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 1)

Il est proposé que les mots "d'une variété" soient omis dans l'expression "l'obtenteur d'une variété" car l'article premier, paragraphe 1), prévoit expressément que le mot "obtenteur" s'applique à "l'obtenteur d'une variété nouvelle ou son ayant cause".

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, pages 1 et 2)

Il est proposée d'ajouter, dans les versions allemande et anglaise du texte révisé de la Convention, les mots "vegetativ" et "vegetative" dans la dernière phrase de l'article 5.1). Cette dernière est rédigée comme suit : "Le droit de l'obtenteur s'étend aux plantes ornementales ou parties de ces plantes normalement commercialisées à d'autres fins que la multiplication, au cas où elles seraient utilisées comme matériel de multiplication en vue de la production de plantes d'ornement ou de fleurs coupées."

---

<sup>1</sup> La même argumentation est avancée pour la modification d'un certain nombre d'autres dispositions de la Convention. Elle ne sera pas répétée dans le présent document. (Note du Bureau de l'Union)

Le Comité peut aussi étudier une autre solution, qui consisterait à maintenir les textes allemand et anglais tels quels et à utiliser l'expression "matériel de reproduction ou de multiplication" dans le texte français. Ceci introduirait dans la Convention une modification de fond.

21. Article 5.3)

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 2)

Il est proposé que le mot "initiale" soit omis dans la deuxième phrase dont la teneur serait alors la suivante : "L'autorisation de l'obtenteur n'est pas nécessaire pour l'emploi de la variété comme source [initiale] de variation en vue de la création d'autres variétés, ni pour la commercialisation de celles-ci." La raison est que le texte actuel peut être mal interprété - et l'a d'ailleurs déjà été - en ce sens qu'il interdirait l'utilisation répétée d'une variété protégée en vue de créer une autre variété (autre qu'une variété hybride dont le cas est traité par la deuxième phrase).

Cette proposition n'a d'effet ni sur le texte allemand - qui utilise, pour des raisons linguistiques, une autre rédaction, qui est équivalente - ni sur la rédaction de l'article 6.1)a).

22. Article 5.4)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 2)

Il est proposé que le paragraphe 4) soit modifié comme suit :

"4) Chaque Etat de l'Union peut ... accorder aux obtenteurs, pour certains genres ou espèces botaniques, une protection d'un droit plus étendue que [celui] celle définie au premier paragraphe du présent article... Un Etat de l'Union qui accorde une telle protection d'un droit a la faculté d'en limiter la bénéfice aux nationaux des Etats accordant [un droit identique] une protection identique d'un droit..."

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 2)

Il est proposé que le mot "botaniques" soit supprimé dans l'expression "genres ou espèces botaniques" car, par suite de l'article 2.3), la Convention admet maintenant expressément la possibilité qu'elle soit appliquée à une partie seulement d'un genre ou d'une espèce botanique.

23. Article 6.1)a)

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 3)

Le nouveau texte du paragraphe 1)a), dans lequel, entre autres, l'idée est exprimée que toutes les différences entre une variété faisant l'objet d'une demande de protection et des variétés existantes ne mènent pas automatiquement à la protection, est accepté.

---

30. Article 6.1) (septième question : rédaction)

---

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 2)

Il est proposé que les mots "d'un droit" soient ajoutés après le mot "protection" à chaque fois que celui-ci apparaît dans le texte, c'est-à-dire dans l'introduction du paragraphe 1) et, dans le paragraphe 1)b), dans l'introduction de la première phrase, dans la deuxième phrase et dans la troisième phrase; la même modification devrait être faite (deux fois) dans le paragraphe 2).

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 1)

Il est proposé que les mots "d'une variété" soient omis dans l'expression "l'obtenteur d'une variété" car l'article premier, paragraphe 1), prévoit expressément que le mot "obtenteur" s'applique à "l'obtenteur d'une variété nouvelle ou son ayant cause".

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 2)

Voir la version anglaise du présent document.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 2)

Il est proposé que le Comité examine si l'expression "les vignes, les arbres forestiers, les arbres fruitiers et les arbres d'ornement, y compris leurs porte-greffes" ne pourrait pas être simplifiée pour devenir "les vignes et les arbres, y compris leurs porte-greffes". En premier lieu, l'énumération - qui se propose manifestement d'inclure tous les types d'arbres - n'apporte aucune précision juridique supplémentaire au texte et est donc superflue. En deuxième lieu, l'énumération pourrait être incomplète et créer ainsi une insécurité juridique quant aux plantes qui sont des arbres sans être des arbres forestiers, des arbres fruitiers ou des arbres d'ornement dans l'acception traditionnelle de ces expressions. Enfin, la modification proposée entraînerait une simplification du texte proposé.

---

31. Article 6.1) (huitième question : application sur le plan national)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 2)

Le Conseil de l'Union serait convenu que l'Office des brevets et des marques peut appliquer les dispositions des articles 102 et 103 de la législation sur les brevets au lieu des dispositions des paragraphes 1.a) et b) de l'article 6, conformément à l'article 34A.2). Il est par ailleurs entendu que le Bureau de la protection des obtentions végétales ne peut pas bénéficier de cet article. Pour l'application de la loi sur la protection des obtentions végétales, ce Bureau est supposé juger la nouveauté selon les critères des paragraphes 1.a) et b).

Le Département de l'agriculture est conscient du fait que l'article 42 de la loi sur la protection des obtentions végétales ne prévoit pas le délai de quatre ans prévu par le paragraphe 1.b)ii). A l'occasion de plusieurs sessions de l'UPOV, ce Département s'est déclaré disposé à apporter un amendement mineur à l'article 42 en vue d'instituer un tel délai de quatre ans. Il considère qu'un tel amendement sert au mieux les intérêts du commerce des semences aux Etats-Unis d'Amérique, et ne prévoit donc aucune opposition à sa promulgation.

Le Bureau de la protection des obtentions végétales utilisera le délai de grâce de l'article 6, bien que cet article ne prévoie pas que l'usage ou la notoriété antérieure de la variété font obstacle à la protection. D'après le Département de l'agriculture, ces motifs de refus d'accorder la protection ne sont vraiment pas applicables au commerce des semences. Abstraction faite des essais, ce secteur ne fait connaître les nouvelles variétés qu'en relation avec leur commercialisation. Par conséquent, le Département de l'agriculture apportera un amendement à la loi sur la protection des obtentions végétales afin de limiter l'application du délai de grâce à l'offre à la vente et à la commercialisation d'une nouvelle variété.

---

32. Article 7 (première question : coopération en matière d'examen)

---

CIOPORA (document DC/7, annexe V, pages 5 et 6)

Le système suivant pourrait être imaginé :

i) L'application des dispositions de la Convention à une espèce donnée serait rendue obligatoire, après un délai de huit ans, pour tous les Etats membres de l'UPOV dès lors qu'un seul de ces Etats aurait mis en place un service d'examen préalable pour ladite espèce (voir le paragraphe 12 ci-dessus);

ii) Dans le cas où, pour une espèce donnée, plusieurs Etats membres auraient mis en place un service d'examen, chacun d'eux serait tenu de reconnaître, aux fins de sa propre procédure, l'examen effectué auprès d'un tel service, que celui-ci soit installé sur son territoire ou en dehors.

Argumentation : L'examen préalable constitue actuellement un frein tant à l'adhésion de nombreux pays à la Convention de 1961 qu'à l'extension, dans les Etats membres, de la protection à un plus grand nombre d'espèces. L'examen préalable est encore trop coûteux pour les obtenteurs et limite le nombre des variétés pour lesquelles des demandes de protection sont déposées. Ces difficultés pourraient être palliées par le système proposé ci-dessus.

Il est aussi fait référence à certains accords internationaux, en particulier à la Convention de Munich sur le brevet européen (du 5 octobre 1973) et au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (du 28 avril 1977).

---

33. Article 7 (deuxième question : protection provisoire)

---

France (document RC/ad hoc/4, annexe)

Il est proposé que le paragraphe 3) soit modifié comme suit :

"3) Durant la période comprise entre le dépôt de la demande de protection et la décision la concernant, tout Etat de l'Union doit [peut] prendre des mesures destinées à défendre l'obteneur contre les agissements abusifs des tiers."

Argumentation : Il est estimé qu'il est indispensable que la variété soit protégée, au moins à titre provisoire, pendant le délai mentionné dans le paragraphe à l'étude.

ASSINSEL

Il est proposé que l'on adopte une recommandation invitant les Etats membres à adopter un système de protection provisoire analogue au système [français].

AIPH (document DC/7, annexe I, page 2)

La modification de l'article 8 est acceptée dans la mesure où elle précise l'inclusion des porte-greffes de plantes ornementales.

---

39. Article 9 (diffusion de la variété)

---

AIPH (document DC/7, annexe I, page 2)

Il est proposé que l'on ajoute le paragraphe 3) suivant :

"3) Les Etats de l'Union s'assurent que le matériel protégé n'est pas retenu de façon non raisonnable par l'obtenteur et que des conditions non raisonnables ne sont pas imposées à sa diffusion."

Argumentation : La "diffusion" ne devrait pas être interrompue par des exigences non raisonnables imposées au producteur par l'obtenteur, qu'elles soient de nature financière, juridique ou pratique et qu'elles se réfèrent au matériel de reproduction ou de multiplication ou au produit final.

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 4)

Il est estimé que les mots "en vue d'assurer la diffusion de la variété" devraient être supprimés au paragraphe 2).

Argumentation : Dans tous les cas dans lesquels le libre exercice du droit exclusif est limité pour des raisons d'intérêt public, l'obtenteur devrait avoir droit à une rémunération équitable.

---

40. Article 10 (première question : interprétation)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 2)

A l'occasion de plusieurs réunions de l'UPOV, les délégations des Etats-Unis d'Amérique ont fait part de leurs soucis à propos du caractère restreint de l'article 10. Il ne tient pas compte du fait que les droits de brevets peuvent être restreints ou annulés aux Etats-Unis d'Amérique pour remédier à une infraction à la législation anti-trust. Il en est de même sans aucun doute pour les certificats de protection des obtentions végétales, bien que le cas ne s'est jamais présenté.

Ce conflit apparent entre l'article 10 et notre jurisprudence en matière de monopoles est résolu, semble-t-il, en faisant appel à l'article 9. Celui-ci permet, sinon exige, que les droits d'obtenteur soient restreints dans l'intérêt public. Les infractions à notre législation sur les monopoles lèsent manifestement le public et toute solution apportée à ces infractions ne viole pas l'article 10. Cette conception des relations entre les articles 9 et 10, d'une part, et la législation sur les monopoles des Etats-Unis d'Amérique, d'autre part, n'est toutefois consignée nulle part.

## 41. Article 10 (deuxième question : rédaction)

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 3)

Dans la version anglaise, le paragraphe 2) peut être interprété comme autorisant un service compétent à exiger du matériel de reproduction ou de multiplication et à déchoir l'obtenteur de son droit s'il n'est pas donné suite à sa demande. Une telle interprétation rend ses relations avec le paragraphe 3) très obscures.

Ne pourrait-on pas modifier le paragraphe 2) afin de préciser qu'il est étranger aux mesures relatives au maintien de la variété visées au paragraphe 3) ? Ceci pourrait être fait en remplaçant les mots "n'est pas en mesure de présenter à l'autorité compétente" par "ne possède plus" dans le paragraphe 2).

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 2)

Il est proposé que les mots "la protection d'un" soient ajoutés avant le mot "droit" dans chaque paragraphe.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 3)

Voir la version anglaise du présent document.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/6)

Il est proposé que dans la version allemande, le dernier mot "erlangen" soit remplacé par "erzeugen".

## 42. Article 10 (troisième question : application sur le plan national)

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, pages 2 et 3)

Le principe énoncé dans le paragraphe 2) que le droit d'obtenteur ne doit pas persister si l'obtenteur n'est plus capable de reproduire la variété est accepté. Cette disposition impose, semble-t-il, la charge de la preuve à l'obtenteur lorsqu'il y a litige sur la validité de son droit. Cette charge de la preuve peut ne pas être exigée par la loi sur les brevets de plantes des Etats-Unis d'Amérique. Les utilisateurs du système de brevets de plantes ont toutefois souligné que leur droit et le système dans son entier pourraient être consolidés si le maintien d'un échantillon de matériel de reproduction ou de multiplication était exigé. Incidemment, la loi sur les inventions microbiologiques exige le maintien du micro-organisme sur lequel se fonde le titulaire du brevet, ainsi que sa mise à la disposition du public.

Il est estimé qu'il n'y aura pas d'objection importante à ce que l'on modifie ladite loi sur les brevets de plantes en ce sens. Une telle modification pourrait prévoir que le titulaire d'un brevet de plante sera déchu de son droit à la protection s'il refuse ou n'est pas en mesure de fournir un échantillon de la variété protégée à un tribunal ayant à connaître de la validité du brevet ou à un service gouvernemental autorisé.

---

43. Article 11 (première question : interprétation)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, page 3)

Cet article accorde à l'obtenteur d'une variété nouvelle le droit de décider dans quel Etat membre de l'UPOV il déposera pour la première fois une demande de protection. Les articles 184 et 186 de la législation sur les brevets des Etats-Unis d'Amérique prévoient toutefois que l'obtenteur doit obtenir une autorisation s'il demande la protection en premier lieu dans un autre Etat. Ces articles sont fondés sur la nécessité pour le Gouvernement de contrôler la transmission à l'étranger de tout renseignement pouvant porter atteinte à la sécurité nationale.

Les mêmes problèmes se posent en relation avec la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Bien que la Convention de Paris ne contienne pas de disposition expresse autorisant un ressortissant d'un Etat membre à déposer sa première demande de brevet dans un autre Etat membre, ses dispositions sur le droit de priorité ont toujours été interprétées comme une autorisation implicite de faire ainsi. Un ressortissant d'un Etat membre déposant sa première demande dans un autre Etat membre peut revendiquer le droit de priorité dans son propre Etat, sur la base de la première demande. Il est également entendu que, même en l'absence d'une disposition sur l'intérêt public équivalente à l'article 9 de la Convention UPOV, le droit de déposer une demande de brevet à l'étranger en vertu de la Convention de Paris peut être limité ou supprimé pour des raisons de sécurité nationale. Par conséquent, il est estimé que les articles 184 à 186 de la législation sur les brevets sont conformes à l'article 11, précisément pour la même raison que celle pour laquelle ces articles sont conformes à la Convention de Paris.

---

44. Article 11 (deuxième question : rédaction)

---

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, pages 2 et 3)

Il est proposé que :

- i) les mots "de son droit" soient ajoutés après le mot "protection" dans le paragraphe 1);
- ii) les mots "un titre de protection" soient complétés par "particulier ou un brevet" au paragraphe 2);
- iii) les mots "du droit" soient ajoutés après "protection" (deux fois) au paragraphe 3).

Argumentation : Pour les propositions i) et iii), voir le paragraphe 20 ci-dessus. Quant à la proposition ii), la protection d'un droit peut être accordée au moyen d'un titre de protection particulier ou d'un brevet. Il n'est donc pas entièrement correct de se référer à l'une de ces formes seulement dans l'article 11.2). Afin de préciser le texte, il faudrait donc inclure le mot "particulier" après les mots "titre de protection".



---

45. Article 12.1) (première question : prolongation du délai de priorité)

---

France (document RC/ad hoc/4, annexe)

AIPH (document DC/7, annexe I, page 2)

CIOPORA (document DC/7, annexe V, pages 6 et 7)

Il est proposé que le délai de priorité soit porté de douze à vingt-quatre mois.

Argumentation :

France : Voir le paragraphe 26 ci-dessus.

CIOPORA : En plus des essais techniques, il faut effectuer des essais commerciaux permettant d'apprécier l'acceptabilité de la variété auprès de la clientèle de tel ou tel marché. Ces derniers peuvent constituer une cause de divulgation et durent généralement plus d'un an alors que le délai de priorité n'est que d'un an. Le délai de "franchise" (délai de grâce) prévu par certaines législations nationales ne permet pas de couvrir le risque d'une telle divulgation à l'égard des pays où il n'existe pas un tel délai.

La plupart des obtenteurs ne disposent pas des moyens financiers leur permettant de déposer, par mesure de sécurité, une demande de protection dans tous les pays membres de l'UPOV tant qu'ils n'ont pas une assurance raisonnable de l'acceptation de leurs variétés dans chacun de ces pays.

---

46. Article 12.1) (deuxième question : calcul du délai de priorité)<sup>1</sup>

---

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 5)

Il est proposé que la dernière phrase du paragraphe 1) soit rédigée comme suit :

"Les jours de dépôt ne sont [Le jour du dépôt n'est] pas compris dans ce délai."

---

<sup>1</sup> Voir aussi le paragraphe 49 ci-dessous.

---

47. Article 12 (troisième question : délai de quatre ans)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, page 4)

Le paragraphe 3) prévoit un délai de quatre ans dont bénéficie l'obtenteur pour fournir le matériel de reproduction ou de multiplication à chaque service d'examen étranger auprès duquel il a revendiqué le droit de priorité. Ce matériel est utilisé pour effectuer des examens en culture. L'examen de la demande de protection ne peut commencer que lorsque ce matériel est reçu.

Les délégations des Etats-Unis d'Amérique aux sessions de l'UPOV ont expliqué qu'un tel délai de quatre ans ne se justifie que si le matériel de reproduction ou de multiplication est examiné par le service d'examen. S'il n'est pas procédé à des examens officiels, comme cela serait le cas aux Etats-Unis d'Amérique, il n'y a pas lieu pour le service d'examen d'attendre jusqu'à quatre ans pour commencer l'examen de la demande de droit d'obtenteur ou de brevet.

Le Conseil est convenu que les Etats-Unis d'Amérique ne devraient pas être tenus de différer l'examen d'une telle demande. Toutefois, cet avis ne correspond pas au nouveau texte proposé du paragraphe 3). Cette incohérence pourrait être levée en ajoutant à la fin de la première phrase du paragraphe 3) l'expression "pour examiner ledit matériel".

---

48. Article 12 (quatrième question : rédaction)

---

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que les mots "de son droit" soient ajoutés après le mot "protection"<sup>1</sup> dans les paragraphes 1), 2) et 3).

---

49. Article 12 (cinquième question : relations avec l'article 4 de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle - application sur le plan national)

---

Etats-Unis d'Amérique (document RC/ad hoc/5, annexe, pages 3 et 4)

Cet article plutôt compliqué concerne le droit de priorité, comme l'article 4 de la Convention de Paris [pour la protection de la propriété industrielle]. Toutefois, les modalités de jouissance de ce droit diffèrent quelque peu entre les deux conventions. La Convention de Paris prolonge le délai de priorité lorsque la date d'expiration tombe sur un jour férié ou un jour où le bureau d'examen n'est pas ouvert. En outre, la priorité en vertu de la Convention de Paris ne doit pas nécessairement être fondée sur la première demande déposée si celle-ci est abandonnée sans laisser subsister de droit. Aucun de ces avantages n'est accordé aux obtenteurs en vertu de la Convention UPOV.

---

<sup>1</sup> Cette modification entraîne, semble-t-il, l'obligation d'utiliser la voie active dans la proposition relative de la première phrase de l'article 12.3) ("auprès duquel il a (au lieu de il a été) déposé une enquête de protection de son droit ..."). Le texte anglais de cette proposition est déjà à la voie active. (Note du Bureau de l'Union)

Il y a d'autres différences entre les conventions en ce qui concerne les dispositions de procédure gouvernant le bénéfice du droit de priorité. La Convention UPOV n'accorde à l'obtenteur que trois mois à dater du dépôt de la demande étrangère pour fournir au service étranger une copie de la demande déposée dans son pays. La Convention de Paris, par contre, ne fixe aucun délai. La Convention UPOV n'autorise pas non plus un service d'examen à exiger une traduction certifiée de la demande déposée dans le pays d'origine.

Il aurait été officieusement convenu que l'Office des brevets et des marques pourra continuer à appliquer les dispositions de la Convention de Paris aux ressortissants des Etats membres de l'Union de Paris [pour la protection de la propriété industrielle] revendiquant le droit de priorité aux Etats-Unis d'Amérique. Le Bureau de la protection des obtentions végétales appliquera l'article 12 de la Convention UPOV. Il est nécessaire que cette interprétation soit consignée de façon appropriée.

---

50. Article 13 (première question : terminologie)

---

CIOPORA (document DC/7, annexe V, page 7)

Il est proposé que le mot "dénomination" soit remplacé par "désignation" dans le texte de la Convention.

Argumentation : De nombreux obtenteurs ont déjà pour usage établi d'utiliser des chiffres pour désigner leurs variétés (voir le nouvel article 36A proposé).

---

51. Article 13 (deuxième question : but de la dénomination)

---

CIOPORA (document DC/7, annexe V, page 7)

Il est proposé que le paragraphe 1) soit modifié comme suit :

"1) Une variété doit être référéncée [désignée] par une désignation [dénomination]."

Argumentation : De nombreux obtenteurs ont déjà pour usage établi d'utiliser des chiffres pour désigner leurs variétés (voir le nouvel article 36A proposé).

---

52. Article 13 (troisième question : dénomination composée uniquement de chiffres)

---

CIOPORA (document DC/7, annexe V, page 7)

Il est proposé que le deuxième alinéa du paragraphe 2) soit supprimé, ce qui rendrait superflue l'adjonction de l'article 36A<sup>1</sup>.

Argumentation : De nombreux obtenteurs ont déjà pour usage établi d'utiliser des chiffres pour désigner leurs variétés (voir le nouvel article 36A proposé).

---

<sup>1</sup> Il semble que la phrase "elle ne peut notamment se composer de chiffres" devrait aussi - ou seulement - être supprimée.

FIS (document DC/7, annexe IV, page 2)

Il est proposé que l'on supprime la disposition selon laquelle une dénomination variétale ne peut se composer uniquement de chiffres.

Argumentation : Quelques-unes des dénominations variétales actuelles sont beaucoup plus difficiles à mémoriser qu'un nombre. En outre, la Convention autorise l'adjonction d'une marque de fabrique ou de commerce à la dénomination variétale. Une combinaison d'un nombre et d'une marque de fabrique ou de commerce est moins susceptible de confusion pour le consommateur que deux noms différents.

---

53. Article 13 (quatrième question : relations entre les dénominations variétales et les marques de fabrique ou de commerce)

---

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 5)

Il est estimé que les nombreuses dispositions sur les dénominations variétales et les marques de fabrique ou de commerce ne sont pas nécessaires dans la Convention. Un simple paragraphe prévoyant que l'obtenteur doit déposer une dénomination variétale, qui ne doit pas induire en erreur ou prêter à confusion, serait suffisant. Il serait peut-être utile d'ajouter un paragraphe semblable au paragraphe (6) actuel afin d'éviter des dénominations variétales identiques (et donc susceptibles d'induire en erreur ou de prêter à confusion) dans les Etats membres.

CIOPORA (document DC/7, annexe V, pages 7 et 8)

Il est proposé que le paragraphe 4)a) proposé (dans le document DC/4) soit supprimé, ou bien remplacé par la première partie du paragraphe (3) du texte actuel dont la teneur est la suivante :

"Il n'est pas permis à l'obtenteur de déposer comme dénomination d'une variété une désignation pour laquelle il bénéficie, dans un Etat de l'Union, de la protection accordée aux marques de fabrique ou de commerce, et qui couvre des produits identiques ou similaires au sens de la législation sur les marques, ni une désignation susceptible de créer une confusion avec cette marque."

Argumentation : Dénomination et marque ont une finalité totalement différente.

Le dépôt à titre de "marque" dans un Etat non membre de l'UPOV d'une désignation identique à la dénomination variétale déposée dans un Etat membre ne présente aucun intérêt car, au regard du droit sur les marques, une telle désignation ne pourrait plus faire l'objet d'un enregistrement à titre de marque, puisqu'elle serait l'appellation générique et nécessaire de la variété.

Le paragraphe 4)a) proposé perpétue la confusion entre la dénomination et la marque, que les autres dispositions proposées dans le document DC/4 s'efforcent précisément et à juste titre de dissiper.

Canada (document DC/6, annexe III)

L'imposition d'obligations dans le domaine des marques n'est pas souhaitable et les modifications de l'article 13 proposées dans le document DC/3 ne sont pas appuyées, car le but de la Convention est "d'assurer à l'obtenteur ... un droit".

Les modifications de l'article 13 proposées dans le document DC/4 sont appuyées.

AIPH (document DC/7, annexe I, page 2)

La nouvelle rédaction de l'article 13.4)<sup>1</sup> est considérée comme une amélioration mais la suppression de toute référence aux marques de fabrique ou de commerce et la modification connexe des Principes directeurs pour les dénominations variétales seraient préférables.

Suède (document DC/6, annexe V, pages 1 et 2)

La modification ayant pour effet que l'obtenteur ne serait plus obligé de renoncer à son droit à la marque, mais qu'il lui serait seulement interdit de faire valoir son droit à la marque, peut être acceptée à la condition que tout Etat contractant puisse continuer à exiger qu'il soit renoncé au droit à la marque.

La modification ayant pour effet que la règle ci-dessus ne s'appliquerait qu'aux Etats membres dans lesquels le genre ou l'espèce dont la variété fait partie est protégée et non plus à tous les Etats membres, n'est pas acceptable. Cette modification est considérée comme contraire à un principe fondamental de la législation sur les marques, à savoir qu'une désignation qui est générique dans un Etat ne peut pas faire l'objet de droit de marque dans tout Etat, pour des produits qui sont similaires à celui pour lequel la désignation est générique.

54. Article 13 (cinquième question : variantes du paragraphe 4)a) dans le document DC/4)

AIPPI (document DC/7, annexe II, pages 1 et 2)

La préférence est accordée à la variante 2 ("dans cet Etat"). La variante 3 ("dans tout Etat de l'Union") est rejetée car elle entraînerait une restriction inutile d'autres droits dans les pays où les obtentions végétales ne sont pas protégées.

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 5)

Si la proposition exposée au paragraphe 53 ci-dessus n'était pas adoptée, la préférence serait accordée à la variante 2 et, en second lieu, à la variante 1 ("dans tout Etat de l'Union appliquant les dispositions de la Convention au genre ou à l'espèce auquel la variété appartient").

Bangladesh (document DC/8, Annexe I)

La variante 1 est préférée.

FIS (document DC/4, annexe IV, page 2)

Comme conséquence logique de la proposition formulée à la troisième session du Comité d'experts pour l'interprétation et la révision de la Convention, la variante 1 est préférée.

Canada (document DC/6, annexe III)

La variante 3 ("dans tout Etat de l'Union") est préférée.

Suède (document DC/6, annexe V, page 2)

Il est estimé que seule la variante 3 est acceptable.

<sup>1</sup> Apparemment tel qu'il figure dans le document DC/3.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 3)

Il est proposé que le paragraphe 1) soit modifié comme suit :

"1) La [Une] variété doit être désignée par une dénomination."

Argumentation : Alors que le texte proposé actuel pourrait - et même devrait logiquement - être interprété comme étant applicable à toute variété, que la Convention lui soit applicable ou non, le texte modifié proposé se référerait manifestement aux seules variétés auxquelles la Convention est appliquée.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 3)

Du fait qu'il est précisé par le paragraphe 1) qu'une variété objet d'une demande de protection - ou pour laquelle la protection a été accordée - est désignée par une dénomination et que tout l'article 13 est applicable à une telle variété, il n'est plus nécessaire d'utiliser l'expression "de la variété" ou des expressions similaires après le mot "dénomination". Pour les simplifications possibles, voir l'annexe II du document RC/ad hoc/2.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Voir la version anglaise du présent document.

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le paragraphe 7) tel qu'il figure dans le document DC/4 soit modifié comme suit :

"7) Celui qui, dans un des Etats de l'Union, procède à la mise en vente ou à la commercialisation du matériel de reproduction ou de multiplication végétative d'une variété [protégée] à l'égard de laquelle il est bénéficié de la protection d'un droit dans cet Etat, est tenu d'utiliser la dénomination de cette variété, même après l'expiration de la protection du droit à l'égard de cette variété..."

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 5)

Il est estimé que le paragraphe 8)b) (dans le document DC/4) devrait suivre immédiatement le paragraphe 1), étant donné qu'il est nécessaire de répondre d'abord à la question de la nature des dénominations variétales (noms variétaux) avant de préciser les relations avec les marques de fabrique ou de commerce.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Il est proposé que la deuxième phrase du paragraphe 9) (dans le document DC/3) soit modifiée comme suit :

"En conséquence, pour une désignation [dénomination] identique à la dénomination [celle] de la variété ou susceptible de créer une confusion avec elle, nul ne peut ... en demander l'enregistrement ni obtenir la protection, à titre de marque..."

Argumentation : On utiliserait la même terminologie que dans le paragraphe 4). Cette proposition n'a aucune influence sur le texte allemand.

## 60. Article 14.1)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le paragraphe 1) soit modifié comme suit :

"1) [Le] La protection d'un droit [reconnu] accordée<sup>1</sup> [à l'obtenteur] selon les dispositions de la présente Convention est indépendant..."

Argumentation : Voir le paragraphe 15 ci-dessus. Les mots "à l'obtenteur" semblent superflus.

## 61. Article 21 (première question : missions du Conseil)

Canada (document DC/5, annexe III)

La proposition formulée en relation avec la proposition alternative pour l'article 13 figurant dans le document DC/4 est appuyée; cette proposition visait à ce que l'on ajoute à l'article 21 un nouvel alinéa selon lequel le Conseil a aussi pour mission d'adopter les procédures pour l'information mutuelle des autorités des Etats membres sur les dénominations variétales.

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le point c) soit modifié comme suit :

"c) donner au Secrétaire général ... toutes directives nécessaires, y compris celles concernant la liaison avec les organes [services] nationaux et internationaux."

Argumentation : L'UPOV aura de plus en plus de contacts avec d'autres organes internationaux et le Conseil désirera éventuellement donner des instructions au Secrétaire général à propos de ces contacts. Les "organes" nationaux comprendront les services nationaux de la protection des obtentions végétales et d'autres organes.

## 62. Article 21 (deuxième question : rédaction)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le mot "missions" soit remplacé par le mot "fonctions", qui semble plus approprié dans le titre et dans l'introduction.

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le point g) soit modifié comme suit :

"g) nommer le Secrétaire général, s'il l'estime nécessaire, nommer, [après consultation du Secrétaire général et avec son accord] avec l'accord du Secrétaire général, un Secrétaire général adjoint..."

Argumentation : Les mots supprimés semblent superflus car une consultation est nécessaire pour qu'il y ait accord.

<sup>1</sup> Le verbe "reconnaître" doit être remplacé par "accorder" (déjà utilisé dans des articles précédents - à l'article 5.1) non modifié et aux articles 5.4), 7.1) et 9.1) - car dans l'esprit des propositions, la reconnaissance n'est qu'une étape de l'octroi d'un droit. (Note du Bureau de l'Union)

## 63. Article 23.1)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 4)

Il est proposé que le paragraphe 1) soit simplifié comme suit :

"1) Le Bureau de l'Union [est chargé d'exécuter] exécute toutes les missions et tâches..."

## 64. Article 26.1)b)

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Voir la version anglaise du présent document.

## 65. Article 29

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 4)

Il est proposé que le titre soit modifié comme suit :

"Arrangements particuliers pour la protection [des obtentions végétales] de droits."

Il est proposé en outre que le texte de l'article soit modifié comme suit :

"Les Etats de l'Union se réservent la faculté de conclure entre eux des arrangements particuliers pour la protection [des] de droits à l'égard d'obtentions végétales..."

## 66. Article 30.1)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 4)

Il est proposé que la deuxième phrase du paragraphe 1) soit modifiée comme suit :

"[Il] Chaque Etat de l'Union<sup>1</sup> s'engage notamment :

a) à assurer aux ressortissants des autres Etats de l'Union les recours légaux appropriés leur permettant de défendre efficacement [les] leurs droits protégés prévus par la présente Convention;

<sup>1</sup> Cette proposition semble se justifier dans le texte anglais par le fait que l'équivalent de "Il" est "Each member State" alors que dans le reste de la Convention l'expression "member State of the Union" est utilisée pour traduire "Etat de l'Union". (Note du Bureau de l'Union)



"b) à établir un service spécial [de] pour la reconnaissance et la protection des droits à l'égard d'obtentions végétales<sup>1</sup> ou à charger un service déjà existant de cette protection;

"c) à assurer la communication au public des informations relatives à cette protection et au minimum la publication périodique de la liste des titres de protection particuliers et des brevets délivrés."

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Voir la version anglaise du présent document.

#### 67. Article 30.2)

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Il est proposé que le mot "éventuel" soit omis du fait qu'il est superflu et inhabituel dans les textes de traité. Cette proposition n'a aucune influence sur le texte anglais.

#### 68. Article 32.3)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 3)

Il est proposé que le paragraphe 3) soit modifié comme suit :

"3) Tout Etat qui n'est pas membre de l'Union [et qui n'a pas signé le présent Acte] demande, avant de déposer son instrument d'adhésion ou de ratification, l'avis du Conseil sur la conformité de sa législation avec les dispositions du présent Acte..."

Argumentation : Il n'est pas clair pourquoi les Etats qui ont signé l'Acte sont exemptés de cette obligation. Il est estimé qu'il est tout aussi nécessaire d'examiner la législation de ces Etats.

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 6)

Le nouveau texte est accepté.

Toutefois, on aimerait qu'une procédure soit établie, selon laquelle l'ASSINSEL serait consultée au sujet de l'adhésion des Etats, une décision de son organe compétent étant suffisante. Aucune proposition n'est faite à propos du texte de la Convention.

Argumentation : La liste des espèces devant être protégées a été abolie et une grande liberté est accordée par la Convention au législateur national. Même aujourd'hui, et malgré la Convention, le terme "intérêt public" tel que prévu par l'article 9) est interprété différemment, ce qui conduit à des systèmes de protection essentiellement différents. Le but de la consultation est d'assurer que le résultat pratique de l'augmentation du nombre d'Etats membres de l'UPOV corresponde autant que possible aux objectifs de la Convention.

<sup>1</sup> En anglais : "rights in respect of new varieties of plants". (Note du Bureau de l'Union)

---

69. Article 32A.2) (article 33.2) dans le document DC/5)

Afrique du Sud (Document DC/6, annexe I, page 4)

Il est proposé que le paragraphe 2) soit modifié comme suit :

"2) A l'égard de tout Etat qui dépose son instrument ... après que les conditions prévues aux alinéas i) et ii) du [au] paragraphe 1) aient été remplies..."

Argumentation : La modification précisera auxquelles conditions il est fait référence et éliminera la possibilité que la phrase d'introduction soit incluse dans la référence, ce qui n'est évidemment pas voulu.

---

70. Article 32B.2) (article 34.2) dans le document DC/5)

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

La première partie de l'article 34.2) peut être simplifiée en supprimant l'expression "mais lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972" car il est évident qu'un Etat de l'Union non lié par l'Acte révisé est lié par les Actes antérieurs, qui sont la Convention de 1961 et, sauf pour l'un des Etats membres à la date du présent document, l'Acte additionnel de 1972.

Compte tenu des modifications connexes, le paragraphe 2) aurait la teneur suivante :

"2) Tout Etat de l'Union non lié par le présent Acte, [mais lié par la Convention de 1961 modifiée par l'Acte additionnel de 1972] ("le premier Etat") peut déclarer, par une notification adressée au Secrétaire général, qu'il appliquera la [ladite] Convention de 1961 modifiée par [ledit] l'Acte additionnel de 1972 dans ses relations avec tout Etat lié par le présent Acte qui devient membre de l'Union en ratifiant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci ("le second Etat")..."

L'attention est attirée sur le fait que, dans la première partie de la phrase, le même temps n'est pas utilisé, dans les trois textes, dans l'expression "qui devient membre de l'Union en ratifiant le présent Acte ou en adhérant à celui-ci."

---

71. Article 33 (article 35 dans le document DC/5)

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 5)

Il est proposé que le titre soit modifié comme suit :

"Communications concernant les genres et espèces [protégés] à l'égard desquels la protection des droits est prévue; renseignements à publier."

Il est proposé en outre que l'alinéa iv) du paragraphe 2) soit modifié comme suit :

"iv) toute utilisation de la faculté prévue à la première phrase de l'article 5.4), en précisant la nature [des droits plus étendus] de la protection plus étendue des droits en en spécifiant les genres et espèces auxquels [ces droits s'appliquent] cette protection plus étendue des droits s'applique".

---

72. Article 34A (article 37 dans le document DC/5)

---

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 5)

Il est proposé que le titre soit modifié comme suit :

"Dérogation pour la protection des droits sous deux formes."

Il est proposé en outre que le paragraphe 1) soit modifié comme suit :

"1) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1) de l'article 2, tout Etat qui, à la date de l'ouverture à la signature du présent Acte, prévoit, pour un même genre ou une même espèce, la protection de droits sous les différentes formes de protection mentionnées dans ledit article [pour les] à l'égard des variétés reproduites par voie sexuée et [pour] de celles multipliées par voie végétative..."

Argumentation : Voir le paragraphe 20 ci-dessus. Il faudrait spécifier les formes de protection des droits afin d'éviter que l'on n'interprète ce paragraphe comme s'appliquant aussi à d'autres formes de protection que celles prévues par l'article 2.1).

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Il est proposé que les mots "de l'Union" soient omis dans l'expression "au Secrétaire général de l'Union" car cette précision ne figure pas dans les autres articles.

---

73. Article 36 (article 39 dans le document DC/5)

---

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 6)

Si la proposition exposée au paragraphe 53 ci-dessus était acceptée, cet article deviendrait superflu.

S'il était décidé de fonder le nouveau texte de l'article 13 sur la proposition figurant dans le document DC/4, il est proposé que la deuxième partie de la première phrase du paragraphe 1) soit modifiée comme suit :

"... il peut, soit renoncer à la protection à titre de marque de fabrique ou de commerce dans cet Etat, soit déposer une nouvelle dénomination."

---

74. Article 36A (article 40 dans le document DC/5)

---

Canada (document DC/6, annexe III)

En ce qui concerne le Canada, le nouvel article 36A proposé n'est pas nécessaire.

ASSINSEL (document DC/7, annexe III, page 6)

Si la proposition exposée dans le paragraphe 53 ci-dessus était acceptée, cet article deviendrait superflu, ce qui est considéré comme étant dans l'intérêt de la Convention.

Bureau de l'Union (document RC/ad hoc/2, annexe I, page 4)

Voir la version anglaise du présent document.

---

75. Article 40 (article 44 dans le document DC/5)

---

Afrique du Sud (document DC/6, annexe I, page 5)

Il est proposé que le paragraphe 4) soit modifié comme suit :

"4) La dénonciation ne saurait porter atteinte [aux] à la protection de droits acquise..."

[Fin du document]